



REGLEMENT DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

**DOMAINE : Droit, Economie, Gestion (DEG)
MENTION : ETUDES DU DEVELOPPEMENT**

Master 1^{ère} et 2^{ème} année Formation Initiale

**PARCOURS TYPE :« DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES »
[MIQ501]**

**PARCOURS TYPE « EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT »
[MIRQ502]**

Master 2^{ème} année Formation Continue

**PARCOURS :« DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES »
[MIQ507]**

**PARCOURS « EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT »
[MIRQ503]**

Vu les articles L 612-6 et L612-6-1 du code de l'éducation ;
Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;
Vu l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master ;
Vu la Loi n°2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat ;
Vu le décret n°2017-1334 du 11 septembre 2017 modifiant le décret n°2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;
Vu le décret n°2017-1652 du 30 novembre 2017 modifiant les dispositions du code de l'éducation relative aux stages et aux périodes de formation en milieu professionnel;
Vu les articles D 613-17 à 25 du Code de l'éducation relatif aux diplômes en partenariat international

En demandant son admission en master, l'étudiant s'engage à respecter les dispositions du règlement de contrôle des connaissances ci-dessous. Ce règlement peut être complété par des dispositions spécifiques dans le cas notamment de formations en lien avec des professions réglementées.

I. GENERALITES

1. Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master.

2. Au sein d'une même mention, un master permet l'acquisition de compétences transversales communes aux différents parcours types de formation.
3. Lors de la procédure d'accréditation d'un établissement, le ministre chargé de l'enseignement supérieur veille à l'existence d'un socle commun aux différents parcours types d'une même mention défini en termes de compétences et garant d'une réelle cohérence pédagogique.

La formation conduisant au diplôme national de master comprend des enseignements théoriques, méthodologiques et appliqués et une ou plusieurs expériences en milieu professionnel, notamment sous la forme de stages au sens du décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages.

La formation comprend obligatoirement une initiation à la recherche et, notamment, la rédaction d'un mémoire ou d'autres travaux d'études personnels.

4. L'offre de formation est structurée en semestres. Quatre semestres au niveau master.
5. Conformément aux articles D. 611-1 à D. 611-6 du code de l'éducation, la formation est organisée, au sein de chaque mention, sous la forme de parcours types de formation initiale et continue formant des ensembles cohérents d'unités d'enseignement et organisant des progressions pédagogiques adaptées, au regard des finalités du diplôme.
6. Conformément à la circulaire n° 2015-122 du 22-07-2015, une période d'expérience personnelle dite de « césure » est possible durant le cursus des étudiants. Un document annexe à ce règlement de contrôle de connaissances en précise les modalités.

II. ORGANISATION DES ETUDES

1. Une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits pour le niveau master, 30 crédits par semestre. Cette référence permet de définir la valeur en crédits de l'ensemble des diplômes.
2. *Description du parcours de formation sur 2 ans M1 & M2 en formation Initiale.*

Le master mention « Etudes du développement » Droit-Economie-Gestion se déroule sur deux ans pour les parcours :

- DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES
- EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

3. *Description du parcours de formation sur une année en M2 en formation continue.*

Le master mention « Etudes du développement » Droit-Economie-Gestion se déroule sur un an, niveau M2 pour les parcours:

- DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES
- EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

4. *Organisation des enseignements.*

Les cours sont soumis au régime du contrôle continu et notés sur 20, sous forme de CM, TD ou séminaires pratiques.

Le M1 semestre 1 comporte un socle de connaissance transdisciplinaire fourni par les UE 1 et UE3 MUTUALISEES avec l'ensemble des parcours DEG et SHS relevant de la mention "Etudes du développement".

Un enseignement de perfectionnement de langues (**+18 HTD**) est obligatoire, sauf pour les étudiants présentant un diplôme spécifique de langue (dont la liste est établie par le département des langues de l'université Paris 1).

Dans l'UE 2, 10 crédits sont à valider dans la liste des cours proposés ; certains cours peuvent être obligatoires pour le parcours. Si 2 cours de SHS sont choisis, le TD de l'UE est obligatoire.

M1 Semestre 2: à la fin du premier semestre de tronc commun, les étudiants démarrent le parcours de spécialisation du master "Etudes du développement" auquel ils ont été admis. Les étudiants suivent une UE 1 est de tronc commun mutualisée avec l'ensemble des parcours relevant de la mention "Etudes du développement". Les UE2 et UE3 sont des enseignements propres au parcours de spécialisation. En UE3, un enseignement dit «option libre» ou d'initiation à la recherche, choisi par l'étudiant, permet de personnaliser la formation.

Sur la base des résultats obtenus au cours du M1S1 et de la prise en compte d'une évolution des projets professionnels, un changement de parcours peut être sollicité par l'étudiant avant le 15 décembre (lettre de motivation + CV) et sera validé suite à un entretien avec une commission d'orientation interne. Des étudiants de l'Université de Paris 1 ayant validé leur M1S1 dans un domaine compatible avec la mention "Etudes du développement" peuvent demander leur intégration en M1S2 selon les mêmes procédures.

M2 Semestre 3 : le semestre 3 est composé de 3 UE pour un total de 30 crédits. En UE3, un enseignement dit «option libre» choisi par l'étudiant, permet de personnaliser la formation.

M2 Semestre 4: une expérience obligatoire en milieu professionnel de 2 à 6 mois (2 mois minimum) selon les réglementations en vigueur est à effectuer entre la fin des cours du 1^{er} semestre et le 30 novembre. Cette expérience professionnelle donne lieu à la rédaction d'un rapport ou mémoire intégré dans l'évaluation du parcours pour un total de 30 crédits. La note du rapport tient compte, du rapport rédigé par l'étudiant, de l'évaluation écrite de l'étudiant et de celle fournie par l'organisme d'accueil.

III. CONDITIONS D'ACCES

1. Pour être inscrit en première année du diplôme de master, les étudiants doivent justifier :
 - soit d'un diplôme national conférant le grade de licence dans un domaine compatible avec celui du diplôme national de master concerné ;
 - soit d'une des validations prévues aux articles L 613-3 (validation d'études supérieures accomplies en France ou à l'étranger), L 613-4 (validation des acquis de l'expérience) et L 613-5 (validation d'acquis) du code de l'éducation.
2. Pour les masters dans lesquels il a été fixé des capacités d'accueil pour la première année du deuxième cycle, l'admission de l'étudiant peut être subordonnée à un concours ou à des modalités d'examen de sa candidature (examen, dossier, entretien).
3. L'admission en 2^{ème} année de master, dans un parcours type à finalité indifférenciée, recherche ou professionnelle est prononcée par le chef d'établissement sur proposition du responsable de la formation, après avis de la commission pédagogique du parcours type concerné.

IV. INSCRIPTIONS

1. L'inscription administrative est annuelle conformément aux dispositions nationales.
2. L'inscription pédagogique est faite en début d'année universitaire pour les semestres 1 et 2 puis pour les semestres 3 et 4, avec possibilité de modifications au plus tard dans les deux semaines qui suivent le début du semestre d'enseignement.
Tout étudiant répondant aux conditions prévues par la charte des étudiants salariés peut bénéficier des dispositions prévues à ladite charte (cf. site <http://www.univ-paris1.fr/> rubrique Vie étudiante).

3. Inscription par transfert :

Les modalités de prise en compte du parcours réalisé par l'étudiant dans l'établissement d'origine sont définies par le règlement propre à chaque formation.

Les demandes de transfert en vue de l'entrée en master 1 peuvent être acceptées dans la limite de la capacité d'accueil sur avis favorable de la commission des transferts de la composante.

Les demandes de transfert liées à un changement d'orientation sont examinées par la commission « d'équivalence » de la composante.

La validation des acquis et des acquis de l'expérience fait l'objet d'une décision de la commission de validation des acquis, après examen du dossier constitué par le candidat. La décision de validation peut être conditionnelle et comporter, par exemple, l'obligation de suivre certains enseignements de licence.

La validation se fait par unité d'enseignement (UE) entières, ou par éléments constitutifs (EC) d'UE, sous la forme de dispenses, sans attribution de note. Les crédits *European Credits Transfer System* (ECTS) correspondants sont acquis. En revanche, ces UE ou EC n'entrent pas dans le calcul de la compensation.

La validation d'études effectuées en France ou à l'étranger fait l'objet d'une décision de la commission/jury de validation compétente de la composante.

4. Dans les filières en lien avec les professions réglementées, le nombre d'inscription est limité en master 1^{ère} année où il est subordonné à la décision du jury.
5. En dehors des professions réglementées, en master 1^{ère} année une troisième inscription ne pourra être accordée qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'Université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
6. En master 2^{ème} année, le redoublement d'un semestre ou de l'année ne peut être accordé qu'à titre exceptionnel par décision du Président de l'Université sur proposition du responsable pédagogique du diplôme.
7. En master 2^{ème} année, en application de la loi 2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système Licence-Master-Doctorat l'accès en deuxième année de master est de droit, dans la même mention, sous réserve de validation de la première année de master

V. MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

A. Master 1^{ère} année

1. Pour les 60 premiers crédits : l'appréciation des connaissances et des aptitudes dans les UE constitutives d'un semestre résulte d'un contrôle continu et d'épreuves écrites anonymes, le cas échéant.
2. Elle peut aussi comporter :
 - des examens oraux, lesquels peuvent être remplacés par des tests écrits,
 - la rédaction d'un mémoire ou mini mémoires,
 - un rapport de stage ou d'expérience professionnelle
 - un projet tuteuré.
3. Sur dérogation, le contrôle des connaissances et des aptitudes des étudiants engagés dans la vie professionnelle ou dans l'impossibilité absolue d'assister aux travaux dirigés et aux conférences de méthode et qui en ont été dispensés est effectué sous la forme d'examens terminaux écrits et oraux pour l'ensemble des matières faisant l'objet de contrôle continu ou pour une ou plusieurs matières faisant l'objet de contrôle continu.
4. Les épreuves écrites organisées dans le cadre des travaux dirigés bénéficient des mêmes conditions de correction et d'anonymat que les épreuves écrites visées au paragraphe V. 1.
5. L'examen est organisé après chaque semestre d'enseignement. Dans les matières faisant l'objet d'une épreuve terminale et d'un contrôle continu, la part du contrôle continu dans la note finale est de 50%.
6. La session de rattrapage a lieu dans un délai de 15 jours minimum après les résultats de la session initiale. Un dispositif pédagogique de soutien arrêté par la commission de la formation et de la vie universitaire est mis en place. A défaut, la session de rattrapage a lieu deux mois au moins après la session initiale.

B. Master 1^{ère} et 2^{ème} année

1. Le contrôle continu doit comprendre au moins deux notes par matière. Des dérogations peuvent être accordées par les conseils d'UFR ou de composantes pour les matières exigeant des travaux de rédaction relatifs à(aux) thématique(s) abordée(s) en séminaire.
2. L'assiduité aux travaux dirigés et conférences de méthode est obligatoire. Il ne peut être toléré plus de trois absences motivées par semestre en master 1^{ère} année et de deux absences motivées en master 2^{ème} année.
La limitation ci-dessus n'est pas applicable en cas de maladie de longue durée, de grossesse ou de handicap.
3. Les épreuves de soutenance d'un mémoire de recherche ou d'évaluation d'un stage inclus dans la formation peuvent avoir lieu exceptionnellement en septembre. Le jury tient une nouvelle délibération pour tenir compte du résultat de ces épreuves.
4. Stage(cf. le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, décret n°2017-1652 du 30 novembre 2017)
Les étudiants ont la possibilité, dans le cadre de leur cursus pédagogique, - le volume pédagogique minimal du cursus doit comporter au minimum 200 heures de cours en présence des étudiants par année d'enseignement ; la durée du stage ne compte pas dans le décompte de ce volume-, de réaliser un stage y compris en dehors des périodes d'enseignement, donnant lieu à la rédaction d'un rapport. Ce stage, qui a pour but d'acquérir des compétences en cohérence avec la formation, doit être autorisé par le responsable pédagogique du parcours-type de la mention et est placé sous la

tutelle d'un enseignant (cf. le guide des stages sur le site Internet de l'Université, Rubrique Insertion professionnelle).

La date butoir pour terminer un stage est fixée au 31 août pour la 1^{ère} année de master et au 30 novembre pour la 2^{ème} année de master.

VI. NOTATION DES EPREUVES :

A. Notes, coefficients, crédits :

La notation des épreuves et les modalités de contrôle des aptitudes et des connaissances sont les suivantes :

En M1 et en M2, les épreuves sont notées sur 20, sur le mode du contrôle continu, sous forme d'épreuve écrite, orale, de présentation de dossiers, de travaux ou d'exposés.

Tout étudiant salarié, handicapé ou malade peut bénéficier du contrôle terminal qui est également noté sur 20.

1. Parcours Master 1 Semestre 1 (MUTUALISE avec l'ensemble des parcours de la mention ED) FI

Matière	Modalités	Notation sur 20	Coefficient	Crédits
UE n°1 : Mise en perspective du développement				
Histoire du développement	Épreuve écrite	oui	2	2
Economie du développement	Épreuve écrite	oui	2,5	2,5
Mesure du développement	Épreuve écrite	oui	2,5	2,5
Analyse quantitative du développement	Épreuve écrite	oui	1	1
TD de l'UE 1	Contrôle continu	oui	2	2
UE n°2 : Analyse socio-économique du développement				
NB : 10 crédits à obtenir dans la liste ; certains cours peuvent être obligatoires pour le parcours. Si choix de 2 cours de SHS sont choisis, le TD de l'UE est obligatoire.				
Sociologie du développement (SHS)	Epreuve écrite	oui	2,5	2,5
Sociologie politique (SHS)	Epreuve écrite	oui	2,5	2,5
Anthropologie du développement (SHS)	Epreuve écrite	oui	2,5	2,5
Microéconomie du développement (ECO)	Epreuve écrite	oui	2,5	2,5
Macroéconomie du développement (ECO)	Épreuve écrite	oui	2,5	2,5
Mondialisation du développement (ECO)	Épreuve écrite	oui	2,5	2,5
TD de l'UE 2	Contrôle continu	oui	2,5	2,5
UE n°3 : Espaces et Populations				
Géographie du développement	Épreuve écrite	oui	2	2
Géopolitique du développement	Épreuve écrite	oui	2	2
Démographie	Épreuve écrite	oui	2	2
Environnement et développement	Épreuve écrite	oui	2	2
TD de langues et validation de la maîtrise LV	Contrôle continu	oui	2	2

2. M1 S2 « DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES » FI

Matière	Modalités	Notation sur 20	Coefficient	Crédits
UE n°1 : Aide au développement : politiques et acteurs				
Acteurs et institutions de l'aide	Épreuve écrite	oui	3	3
Négociations internationales	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Conférences : pratiques sociales et professionnelles du développement	Dossier	oui	2	2
UE n°2 "Sociétés et agricultures dans la mondialisation"				
Séminaire central: Caractérisation et enjeux des systèmes agro-écologiques face aux changements globaux	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	3,5	3,5
Agriculture et relations internationales	Epreuve écrite ou dossier	oui	3,5	3,5
Economie des ressources naturelles et développement durable	Contrôle continu + épreuve écrite	oui	3,5	3,5
UE n°3 "Acteurs et stratégies agro-économiques"				
Les communs et le développement	Epreuve orale et dossier	oui	2,5	2,5
Tensions foncières	Contrôle continu ou dossier	oui	3,5	3,5
Economie des ménages et des exploitations agricoles	Epreuve écrite	oui	3,5	3,5
Initiation à la recherche (ECO) ou Inégalités, vulnérabilité et gestion du risque ou Acteurs économiques : le cas des industries extractives	Selon choix retenu	oui	2	2

M2 S1 : « DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES » FI & FC

Matière	Modalités	Notation sur 20	Coefficient	Crédits
UE 1 "Politiques agricoles et institutions"				
Politiques agricoles	Epreuve écrite ou dossier	oui	3	3
Institutions et politiques de développement agricole dans les Suds	Dossier et/ou exposé	oui	3	3
Droit de la protection des produits agricoles	Epreuve écrite	oui	2	2
Conférences sur les politiques et les projets de développement ou option libre 2	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	2	2
UE 2 "Séminaires centraux : ressources, alimentation et agriculture durable"				
Dynamique des systèmes agraires	Dossier	oui	2,5	2,5
Traitement de données d'enquêtes agricoles	Dossier	oui	2,5	2,5
Ressources naturelles : malédiction et conflits	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	2,5	2,5
Crises alimentaires africaines : objet, dimensions et analyses	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	2,5	2,5
UE 3 "Outils d'analyse des environnements agricoles"				

Projets de développement : suivi financier (ET)	Contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Projets de développement : cycle de projet et évaluation	Contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Agronomie	Epreuve écrite	oui	2	2
Zootechne	Epreuve écrite	oui	2	2
Systèmes d'information géographique	Contrôle continu ou dossier	oui	2	2

3. M1 S2 « EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT » FI

Matière	Modalités	Notation sur 20	Coefficient	Crédits
UE n°1 : Aide au développement : politiques et acteurs				
Acteurs et institutions de l'aide	Épreuve écrite	oui	3	3
Négociations internationales	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Conférences : pratiques sociales et professionnelles du développement	Dossier	oui	2	2
UE n°2 "Outils méthodologiques"				
Cycle de projet	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	4	4
Financement du développement : étude de cas	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Econométrie appliquée 1	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Traitement statistique des inégalités salariales	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	Oui	3	3
UE n°3 "Problématiques économiques du développement"				
Fonctionnement des marchés et développement	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	Oui	2,5	2,5
Inégalités, vulnérabilités et gestion du risque	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	Oui	2	2
Entrepreneuriat social et commerce équitable	Epreuve écrite ou contrôle continu ou dossier	Oui	2	2
Initiation à la recherche (ECO) ou Economie des ressources naturelles et développement durable ou Economie des ménages et des exploitations agricoles ou Tensions foncière	Selon option choisie	oui	2,5	2,5

M2 S1 « EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT » FI & FC

Matière	Modalités	Notation sur 20	Coefficient	Crédits
UE 1 "Outils d'analyse et d'évaluation"				

Evaluations d'impact	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Econométrie appliquée	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	3	3
Collecte et analyse de données quantitatives et qualitatives	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Analyse du marché du travail dans les pays en développement	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Evaluation des politiques environnementales	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	Oui	2	2
Ou				
Séminaire de méthodologie de la recherche économique	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
UE 2 "Approfondissement des outils"				
Dominante Politiques				
Initiation à la modélisation en équilibre général calculable	Épreuve écrite	oui	2	2
Modélisation macroéconomique appliquée aux PED	Dossier	oui	2	2
Techniques de micro-simulation	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Analyse empirique du commerce international	Dossier	oui	2	2
Dominante Projets				
Evaluation financière de projet	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Gestion de projet	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Evaluation des projets institutions de micro finance	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Responsabilité sociale des entreprises et entrepreneuriat social	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
UE 3 "Problématiques économiques du développement"				
Conférences sur les politiques et les projets de développement	Dossier	oui	2	2
<i>4 cours sur 6 au choix :</i>				
Education et développement	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Ressources naturelles, malédiction et conflit	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Justice sociale et développement local	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Histoire économique et développement	Dossier	oui	2	2
Migrations et développement	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	oui	2	2
Mondialisation, emploi et développement	Épreuve écrite, contrôle continu ou dossier	Oui	2	2

B. Bonifications pour la 1^{ère} année de master :

1. Les matières donnant lieu à bonification sont notées sur 20. Ne sont comptabilisés au titre du bonus que les points au-dessus de la moyenne.
2. Les étudiants ayant choisi de suivre un enseignement donnant lieu à bonification peuvent bénéficier d'une majoration maximale de 0,5 point sur la moyenne coefficientée du semestre.
3. Les enseignements d'activités physiques et sportives ou les enseignements des activités culturelles, enfin les engagements citoyens, sont proposés au titre des bonifications dans toutes les formations de M1 quand ils ne figurent pas parmi les enseignements obligatoires ou optionnels du programme de la formation.
4. Tous les cours de Langues vivantes proposés par le département des Langues sont ouverts à bonification. La Langue donnant droit à bonification est obligatoirement différente de la langue vivante de la maquette.

C. Capitalisation et compensation pour les 1^{ère} et 2^{ème} année de master

1. Les crédits et les unités d'enseignement peuvent être acquis par réussite à l'examen ou par compensation.
2. Unités d'enseignements :
Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'une unité d'enseignement entraîne délivrance des crédits correspondant à cette unité. Une unité d'enseignement ne peut être obtenue si l'étudiant ne se présente pas à une épreuve.
3. Sont capitalisables les éléments constitutifs d'unité d'enseignement pour lesquels l'étudiant a obtenu la moyenne. Les crédits européens qui leur sont attachés sont acquis par l'étudiant.
4. Semestre :
Le semestre d'enseignement est validé si l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'un semestre entraîne délivrance des crédits correspondants.
5. Compensation annuelle :
Elle est de droit pour les étudiants ayant obtenu la moyenne arithmétique pour les deux semestres de l'année.
Les étudiants défaillants ne peuvent bénéficier de cette disposition. Des dispositions spécifiques peuvent être prises pour les filières visées au paragraphe IV. 4.

Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.
6. La compensation ne peut avoir lieu que si toutes les épreuves ont été effectivement passées.
7. Validation des périodes d'études effectuées à l'étranger :
Lorsque le projet a été accepté par le responsable pédagogique et que l'étudiant a obtenu la validation de sa période d'études par l'établissement étranger, il bénéficie des crédits européens correspondant à cette période d'études sur la base de 30 crédits pour l'ensemble des unités d'enseignement d'un semestre.

VII. CONDITIONS D'OBTENTION DU DIPLOME :

A. Obtention du titre de maîtrise

1. Le jury délibère, à l'issue de la première année de master, en vue de la délivrance de la maîtrise : « Etudes du développement ».

Pour obtenir la maîtrise, l'étudiant doit soit valider le semestre 1 et le semestre 2 du master 1, soit obtenir 60 crédits par les règles de compensation décrites au point VI.C.5.

2. En cas d'obtention, le diplôme est édité à la demande de l'étudiant.
3. La validation du diplôme est assortie des mentions suivantes :
 - Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10
 - Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12
 - Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14
 - Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16.

B. Jury

1. Le jury comprend les enseignants qui ont participé à la notation des épreuves. Il statue souverainement sur les résultats de contrôle des connaissances et décide du résultat définitif en vue de la validation du semestre, des unités d'enseignement ou enseignements, et attribue le titre de maîtrise. Il peut décerner des points de jury.
2. Le président du jury est désigné par le président de l'Université ou, sur délégation, par le directeur de l'UFR ou de l'Institut responsable de la formation.

C. Les langues

Le master intègre un enseignement visant la maîtrise d'au moins une langue étrangère conformément au cadre européen commun de référence pour les langues. L'enseignement de langue est dispensé en première année du master. Cet enseignement est sanctionné par des crédits ECTS.

Afin de renforcer l'attractivité et la reconnaissance internationale du diplôme de master, certains enseignements peuvent être dispensés en langue étrangère, ou organisés en coopération avec des établissements d'enseignement supérieur étrangers en application des dispositions des articles L. 121-3 et D. 613-17 et suivants du code de l'éducation.

D. Délivrance du diplôme de master

1. La délivrance du diplôme de master est subordonnée à la validation des deux derniers semestres d'enseignement et à la validation d'une expérience en milieu professionnel.

Toutefois, le jury du second semestre de la 2^{ème} année de master procède à la compensation entre les deux semestres dans les termes du paragraphe VI. C. 5. A cet effet, il peut faire usage de points de jury.

2. Le semestre d'enseignement est validé dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. Pour le calcul de la moyenne, il est tenu compte des coefficients attribués à chaque épreuve.
3. La validation d'un semestre entraîne l'attribution des crédits correspondants.
4. La défaillance à une épreuve fait obstacle à la validation du semestre.

VIII. ATTRIBUTION DU GRADE DE MASTER

1. La validation du diplôme de master confère le grade de master, mention "Etudes du développement" parcours-type indifférencié :
 - DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET POLITIQUES ECONOMIQUES
 - EXPERTISE ECONOMIQUE DES POLITIQUES ET DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

2. Le diplôme est assorti des mentions suivantes en fonction des notes obtenues en deuxième année de master pour l'ensemble de l'année :
 - Passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10.
 - Assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12.
 - Bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14.
 - Très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16.

3. **Supplément au diplôme** : pour favoriser la reconnaissance du parcours suivi par l'étudiant et développer la mobilité internationale, chaque diplôme est accompagné du supplément au diplôme mentionné à l'article D. 123-13 du code de l'éducation. Ce document synthétique retrace l'ensemble des connaissances et compétences acquises durant le parcours de formation suivi par l'étudiant.

Annexe au règlement de contrôle des connaissances type relative à la mise en œuvre d'une période de césure

Vu l'article L. 613-1 du code de l'éducation,

Vu la circulaire n° 2015-122 du 22 juillet 2015,

Vu la consultation des représentants étudiants réunis en comité permanent le 29 septembre 2015,

La présente annexe au règlement de contrôle des connaissances type a pour objet de préciser les modalités de déroulement d'une période d'expérience personnelle dite de « césure », applicables en dehors de tout autre dispositif spécifique concourant aux mêmes fins proposé par l'établissement.

Pour chaque diplôme, le règlement de contrôle des connaissances met en application la présente annexe en définissant les modalités concrètes de réalisation de la période de césure.

1. Caractéristiques de la césure

Période de césure.- La période dite « de césure » :

- s'étend sur une durée maximale représentant une année universitaire que l'étudiant suspend temporairement dans le but d'acquérir une expérience personnelle.
- peut être effectuée dès le début de la première année de cursus mais ne peut l'être après la dernière année de cursus et devra se dérouler selon des périodes indivisibles équivalant à au moins un semestre universitaire et débutant obligatoirement en même temps qu'un semestre universitaire.
- est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension.

Attribution possible d'ECTS.-La période de césure ne peut donner lieu à l'obtention d'ECTS en sus du nombre total d'ECTS délivré à l'issue de la formation. Un bilan de compétences pourra être établi par l'établissement et les compétences acquises, devront être portées au supplément au diplôme dans le cadre de l'obtention d'unités d'enseignement (UE) libres facultatives.

2. Modalités de la césure

La période de césure peut se dérouler **en France ou à l'étranger** et prendre l'une des formes suivantes :

Autre formation	Stage ou période de formation en milieu professionnel	Bénévolat	Engagement de service civique/volontariat associatif ou autres formes de volontariat	Entrepreneuriat	Travail
Maintien du statut d'étudiant et des droits afférents	Application de la réglementation sur les stages (Loi 2014-788, 10 juillet 2014)	Organisation couverture sociale de l'étudiant (Loi 2006-586, 23 mai 2006)	Application du code du service national ou de la réglementation propre aux autres formes de volontariat	Inscription au « Diplôme Etudiant-entrepreneur » porté par Pépité heSam	Application du code du travail Basculement sur le régime des salariés ou équivalent

En toute hypothèse, l'étudiant est inscrit au sein de son établissement pendant la durée de sa période de césure et continue de bénéficier du statut d'étudiant. Il devra maintenir un lien constant avec son établissement en le tenant régulièrement informé du déroulement de celle-ci et de sa situation.

La période de césure peut se dérouler hors du territoire français :

C'est alors la législation du pays d'accueil qui s'applique dans les relations entre l'étudiant et l'organisme d'accueil, y compris s'il s'agit d'une période de formation disjointe de sa formation d'origine.

Formalités obligatoires que l'étudiant doit réaliser au préalable :

L'étudiant doit se rapprocher de sa caisse d'assurance maladie pour obtenir des informations sur les conditions permettant la prise en charge de ses frais médicaux.

S'il part dans un pays de l'Union Européenne, de l'Espace Economique Européen ou en Suisse, il doit demander à sa caisse d'assurance maladie le formulaire E 106 / S1 « *Inscription en vue de bénéficiaire de la couverture d'assurance maladie* » ou la carte européenne d'assurance maladie (CEAM). Une fois sur place, ce formulaire lui permettra de s'inscrire auprès de l'institution d'assurance maladie de son lieu de résidence.

S'il part dans un pays hors Union Européenne / Espace Economique Européen / Suisse, il doit informer sa caisse d'assurance maladie de son départ et de sa nouvelle adresse à l'étranger. Pour bénéficier d'une prise en charge de ses soins médicaux, l'étudiant doit souscrire une assurance volontaire (qui ne le dispense pas de cotiser au régime obligatoire d'assurance maladie du nouveau pays de résidence) soit auprès de la Caisse des Français de l'étranger soit auprès d'une compagnie d'assurance privée, soit éventuellement auprès de l'institution de sécurité sociale du pays de résidence.

L'étudiant réalisant sa période de césure sous la forme d'un volontariat doit se rapprocher respectivement de :

- son organisme d'accueil pour l'engagement de service civique et le volontariat associatif ;
- l'agence Erasmus + jeunesse et sport pour un service volontaire européen ;
- Clong-volontariat pour un volontariat de solidarité internationale ;
- UbiFrance dans le cadre d'un volontariat en administration ou en entreprise et plus généralement du centre du volontariat international.

☛ Il appartient à l'étudiant d'être individuellement couvert par une assurance en responsabilité civile, assistance juridique et rapatriement pour être protégé pendant toute la durée de son séjour à l'étranger.

3. Régime de la césure

Procédure.- Après son admission dans la formation, l'étudiant doit déposer auprès du directeur de la composante son projet de césure au minimum un mois ouvrable avant le début du semestre.

Tout projet de césure, formalisé par une lettre de motivation indiquant les modalités de réalisation, est soumis à l'approbation du Président de l'université, et par délégation du directeur de la composante.

Toute décision de refus doit être motivée par écrit et contenir les voies et délais de recours (administratifs et contentieux).

« Vous pouvez contester la présente décision, soit directement par la voie contentieuse, soit en formant au préalable, un recours administratif qui préserve le délai du recours contentieux.

Le recours administratif qui doit être formé dans les deux mois qui suivent la décision que vous contestez, peut prendre la forme d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision contestée ou celle d'un recours hiérarchique auprès de l'autorité hiérarchique supérieure.

Saisie de votre recours administratif, l'administration peut :

- soit vous donner entièrement ou partiellement satisfaction, dans les deux mois qui suivent votre recours,
- soit rejeter votre demande, dans les deux mois qui suivent votre recours, par une décision expresse ou par une décision implicite de rejet en gardant le silence pendant plus de deux mois à votre réclamation.

Dans le cas d'une décision expresse ou implicite de rejet résultant de votre recours administratif, vous disposez de deux mois, délai franc, pour déposer un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Paris (articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit être déposé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision que vous contestez auprès du Tribunal Administratif de Paris.

Le délai de deux mois est un délai franc qui court le lendemain de la date de notification et/ou de l'affichage (ex. le délai pour contester une décision notifiée le 4 janvier court à partir du 5 janvier pour s'achever le 5 mars). »

Convention pédagogique.- L'établissement (et le cas échéant, le nouvel établissement d'accueil) signe avec l'étudiant, qui suspend sa scolarité, un accord prenant la forme d'une convention pédagogique lui garantissant sa réintégration ou son inscription au sein de la formation dans le semestre ou l'année suivant ceux validés par l'étudiant avant sa suspension, y compris lorsqu'il s'agit de formations sélectives pour lesquelles l'établissement doit être en mesure de réserver une capacité d'inscription à l'étudiant lors de son retour (*V. modèle de convention pédagogique ci-joint*).

Droits d'inscription.- L'étudiant en période de césure est nécessairement inscrit au sein de son établissement d'origine. Il se verra ainsi délivrer une carte d'étudiant lui permettant de bénéficier de son statut d'étudiant.

En l'absence de texte réglementaire autorisant une exonération totale ou partielle des droits d'inscription nationaux, l'étudiant effectuant une période de césure avec, le cas échéant, un accompagnement pédagogique, bénéficie du statut d'étudiant et s'acquitte des droits d'inscription nationaux correspondant à son cycle d'étude. Les étudiants en année de césure bénéficient des droits à exonérations prévues par les textes (étudiants boursiers...).

Bourse.- Si la période de césure consiste en une autre formation, l'éligibilité de l'étudiant à la bourse est soumise aux conditions de droit commun attachées à la nature de sa formation (à savoir relever de la compétence du Ministre chargé de l'enseignement supérieur conduisant à un diplôme national de l'enseignement supérieur ou être habilitée à recevoir des boursiers). Le maintien de la bourse est soumis aux conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens fixées dans le cadre du droit commun.

Dans les autres cas, le droit à bourse peut être maintenu sur décision de l'établissement, qui se prononce sur la dispense ou non de l'étudiant de son obligation à assiduité durant sa période de césure. La décision sera prise en fonction de la relation entre la thématique de la césure et la formation dispensée au sein de l'établissement.

Lorsque le droit à bourse est maintenu, celui-ci entre dans le décompte du nombre total de droits à bourse ouverts à l'étudiant au titre de chaque cursus.

Protection sociale.- Pour ce qui est du risque maladie et maternité, le droit commun reste apparemment applicable : l'étudiant en position de césure doit s'inscrire dans son établissement d'origine. Etant inscrit en tant qu'étudiant, il doit en principe s'acquitter auprès de l'université d'origine de la cotisation à la sécurité sociale étudiante, s'il ne dépend d'aucun autre régime et qu'il remplit les conditions (notamment d'âge).

Pour les autres risques (AT en France, couverture maladie/rapatriement/AT à l'étranger), il convient que l'étudiant effectue les formalités nécessaires pour se procurer une couverture.

L'établissement doit informer le CROUS de la situation de l'étudiant concerné pendant et après sa période de césure.